

## Sur l'allocation universelle

Jean-Marie Harribey

27 juillet 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/07/27/livres-pour-l-ete-6-sur-l-allocation-universelle>

Dans l'immensité des publications portant maintenant sur l'allocation universelle, ou revenu d'existence, ou revenu de base inconditionnel, pour la plupart favorables à cette proposition, qu'elle soit exprimée par des théoriciens se classant à gauche ou par ceux se revendiquant du libéralisme, voire du libéralisme libertarien, il y a un petit livre qui, malgré son format de 85 pages, tranche à la fois par l'étendue de la couverture du débat qu'il propose et par son caractère critique. C'est celui de Mateo Alaluf, *L'allocation universelle, nouveau label de précarité* (Bruxelles-Mons, Couleur livres, 2014). Mateo Alaluf est un sociologue, professeur à la Faculté de philosophie et de sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles.

### Du capitalisme au capitalisme

L'auteur présente d'abord l'origine de l'idée d'un revenu d'existence, qui se situe moins selon lui chez les penseurs sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle que dans le Collectif Charles Fourier qui, dans les années 1980, conçoit l'allocation universelle comme alternative à la régulation keynésienne. Dès le départ apparaît l'opposition entre revenu inconditionnel et minima sociaux.

Dans un chapitre spécifique, Mateo Alaluf se penche sur les problématiques différentes d'André Gorz et de Robert Castel. Il montre bien qu'André Gorz, tout en étant devenu favorable à ce type de revenu attirait l'attention sur le danger qu'il devienne une formule libérale de type impôt négatif de Friedman. Il pointe aussi la dérive théorique de Gorz, convaincu par la thèse du capitalisme cognitif qui postule que le travail n'est plus la source de la valeur. Au contraire, Robert Castel a soutenu qu'« André Gorz a dérapé » en préconisant un « exode hors de la société de travail ». Et Mateo Alaluf insiste bien sur les critiques communes aux opposants au revenu d'existence : 1) « la subordination du travail au capital est toujours le résultat d'un compromis » ; 2) « le travail est un acte social sanctionnant l'utilité sociale du travailleur qui accède à la sphère publique et se fait reconnaître comme sujet de droit ».

Suivent ensuite deux chapitres dans lequel Mateo Alaluf analyse les antagonismes qui peuvent apparaître entre d'un côté la protection sociale traditionnelle et le revenu d'existence. Aussi radicale qu'elle puisse se présenter, l'idée de Philippe Van Parijs « qu'il est mieux pour les pauvres que l'on donne aux riches » ne fait que rejoindre la thèse libérale du « ruissellement vers le bas » de la richesse et des « inégalités justes ». Ainsi s'expliquent la volonté de « sortir du travail » et l'hostilité longtemps maintenue à la réduction du temps de travail par la plupart des théoriciens du revenu d'existence. L'illusion que le capitalisme conduirait au communisme est en route. Au bout de celle-ci, il y aurait... le capitalisme.

L'intérêt du livre de Mateo Alaluf est qu'il repère bien que, au fond, la question du revenu renvoie au travail parce qu'elle renvoie à la valeur. Dès lors, il peut montrer la vacuité des thèses prétendant fonder le revenu d'existence sur une redistribution des rentes prélevées sur les richesses naturelles, un peu comme si la nature produisait spontanément une rente... naturelle, en dehors du travail sur ces ressources.

On citera donc deux phrases de conclusion de Mateo Alaluf : « La performance la plus remarquable des partisans de l'allocation universelle réside dans le subterfuge qui place le revenu inconditionnel au centre du dispositif de protection sociale, relègue son financement à la périphérie et escamote son enjeu social ». « En détachant le revenu de base du travail, le revenu inconditionnel contribue à institutionnaliser, selon les termes de Robert Castel, "le précarat". »

### **C'est bien le retour de la valeur et du travail productif qui est le fond de l'affaire**

La question du travail productif est la question lancinante depuis que la théorie économique existe. Je redis encore que ce qui fait la nature productive du travail, c'est sa validation sociale, qui, dans les économies capitalistes modernes, revêt deux formes : par le marché ou par décision politique. Et non pas par le versement d'un revenu monétaire tombant du ciel. On lira à ce propos l'interview de Baptiste Mylondo dans *L'Âge de faire*, n° 110, été, 2016. Baptiste Mylondo est intelligent, il a fini par arriver à intégrer la notion de validation sociale que je lui explique depuis des années (avant son débat avec moi rapporté dans ce blog, il n'évoquait pas cette notion, voir par exemple son article écrit en 2013 avec Michel Lepasant. <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-1-automne-2013/dossier-protection-sociale/article/revenir-a-la-societe-la-question-1309>). Mais, quand l'interviewer, Fabien Ginisty, lui pose la question tout à fait bienvenue : « Mais comment fait-on pour évaluer la valeur d'une partie de cartes ? », il répond qu'elle a une valeur d'usage non nulle qu'il faut évaluer par son coût. C'est une double absurdité puisque, d'une part, quand on va jouer aux cartes avec des amis, cela n'a aucun coût. Et qu'on ne dise pas que les cartes ont un coût, la bière qu'on boit en jouant aussi, etc., car la valeur des cartes est produite par leur producteur et celle de la bière par le brasseur, etc. Ce non-sens ne peut être mis que sur le compte de la pure idéologie, qui, pour justifier un projet normatif, utilise n'importe quel argument : mis devant ses contradictions, il saute de l'idée de validation sociale que finalement il ne comprend pas à l'idée de coût totalement imaginaire. D'autre part, l'identification automatique de la valeur à la valeur d'usage fait une totale impasse sur l'indispensable reconnaissance collective politique de l'utilité d'une activité pour la société : par définition, l'utilité sociale ne peut être déclarée par chaque individu isolé, sinon comment prendre en compte la crise écologique qui oblige à redéfinir collectivement les modes de production ?

Si l'on veut discuter sérieusement de la question du travail productif qui justifierait le revenu inconditionnel, il vaut mieux regarder ailleurs que dans la partie de belote, par exemple on peut lire l'article de Carlo Vercellone et Jean-Marie Monnier « Le financement du revenu social garanti, approche méthodologique », dans *Mouvements*, n° 1, 2013, p. 44-53. <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-1-page-44.htm> L'idée des auteurs est que le revenu social garanti serait un revenu de type primaire parce que « le travail cognitif est une activité qui, quasiment par essence, se développe tant en amont, c'est-à-dire en dehors de l'horaire officiel de travail que durant l'horaire officiel de travail en traversant l'ensemble des temps sociaux et de vie » (p. 47).

Nul ne niera l'importance du travail intellectuel et donc des connaissances emmagasinées (par les travailleurs !), mais en quoi doit-on en conclure que le travail a cessé d'être la source de la valeur produite ? Première contradiction : le travail disparaît mais il s'élargit. « Une création monétaire perpétuelle, reconduite d'année en année, équivalente à la totalité du montant d'un RSG suffisant, ne serait pas à même d'assurer la stabilité macro-économique de son financement (au risque d'aboutir à terme à une spirale inflationniste) et surtout de l'asseoir sur une véritable transformation du mode de répartition. » (p. 49). Deuxième contradiction : pourquoi y aurait-il inflation puisque une production a, paraît-il, eu lieu ? Les auteurs

répondent : « Notre approche du RSG débouche nécessairement sur l'idée selon laquelle il ne peut être compris que comme une nouvelle forme de revenu primaire lié directement à la production. En tant que tel, c'est la contrepartie d'une activité créatrice de valeur aujourd'hui encore non reconnue, une forme de *salaires social*. » (p. 51). Autrement dit, il s'agit de la même erreur que celle de Mylondo : la validation sociale viendrait d'un versement de monnaie. Patatras : la validation sociale des activités non marchandes qui auront une expression monétaire est une décision de type politique portant sur les activités et non sur le versement de monnaie, sinon il s'agit d'un simple transfert social et non pas d'un revenu primaire.